



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 05/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SILO HUNINGUE

Zone Portuaire Nord
Rue du Rhin
68128 Village-Neuf

Références : 0006705401_2025_04_24_Silo_Huningue_7_VIIC_AN_Tvx-Pt-chaud
Code AIOT : 0006705401

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2025 dans l'établissement SILO HUNINGUE implanté Zone Portuaire Nord, rue du Rhin 68128 Village-Neuf. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'Action Nationale 2025 "Travaux par points chauds". Cette action vise à prévenir les risques de feu et d'explosion dans les installations où ce risque est important.

La visite porte notamment sur les mesures de prévention mises en œuvre accompagnant les travaux, et en particulier dans le cadre de la délivrance des permis d'intervention.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SILO HUNINGUE
- Zone Portuaire Nord Rue du Rhin 68128 Village-Neuf

- Code AIOT : 0006705401
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SILO DE HUNINGUE, exploite sur ce site un silo (silo 7) de stockage et de transit de céréales. La même société exploite par ailleurs une autre installation ICPE voisine (silos 1 à 6 soumis à autorisation et implantée au nord de la RD 105).

Les deux sites partagent la même direction ainsi qu'un certain nombre de services supports (accueil, vestiaires, cantine...).

Thèmes de l'inspection :

- Action nationale 2025 «Travaux et points chauds»
- Référentiels utilisés :
 - arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	2 mois
3	Signalisation à l'entrée des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Identification des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
4	Travaux par point chaud dans les zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence plusieurs non-conformités, notamment :

- **Point de contrôle n°2** : incomplétude des consignes de sécurité affichées dans les lieux fréquentés par le personnel, notamment l'absence d'information sur l'obligation d'établir un permis feu dans les zones à risque d'incendie ou d'explosion,
- **Point de contrôle n°3** : absence d'affichage du type de risque (incendie et/ou explosion) ainsi qu'incomplétude des consignes spécifiques à l'entrée des zones à risque d'incendie ou d'explosion.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification des zones à risque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Risques accidentels, Identification des zones à risque
Prescription contrôlée : " L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. [...]."
Constats : Dans le cadre de ce contrôle, l'exploitant a transmis par courriel, en amont de l'inspection : <ul style="list-style-type: none">• l'étude de dangers (EDD) du site (version du 20 octobre 2010),• des extraits de son POI (Plan d'Organisation Interne) dans sa version de juillet 2024. Après analyse de ces documents et échanges avec l'exploitant, l'Inspection constate que les zones susceptibles d'être à l'origine d'un risque d'incendie ou d'explosion sont bien identifiées et cartographiées par l'exploitant dans son POI (fiche 25 pour le risque incendie et fiche 39 pour le risque explosion), sur la base des éléments présents dans son EDD. Ces constats n'appellent pas de remarques de la part de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Consignes d'exploitation et de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation et de sécurité
Prescription contrôlée : "[...] L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel [...] Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin [...] l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ; [...] L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin, l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63. [...]"
Constats : Au cours du contrôle réalisé en salle, l'exploitant a informé l'Inspection que tout intervenant sur son site (que les intervenants soient internes ou externes), passe préalablement par son

installation voisine (silos également soumis à Autorisation au titre de la rubrique ICPE n° 2160), située au nord de la RD 105 et avec laquelle l'installation contrôlée partage un certain nombre d'activités supports.

L'exploitant informe l'Inspection qu'à ce titre et compte-tenu que les consignes opérationnelles et de sécurité sont communes aux deux sites, les lieux fréquentés par le personnel retenus pour l'affichage des consignes sont :

- l'accueil commun aux deux installations et situé dans l'installation voisine (lieu de passage obligatoire pour tout intervenant extérieur sur les deux sites),
- le local du personnel (également situé dans l'installation voisine), composé des vestiaires, d'un réfectoire et accueillant la pointeuse commune, lieu de passage obligatoire pour le personnel des installations.

Lors de la visite sur le terrain, l'Inspection a constaté que le poste d'accueil et le local du personnel, sont bien équipés de plusieurs panneaux d'affichage regroupant un ensemble de consignes d'exploitation et de sécurité.

Il est néanmoins constaté que l'interdiction d'apporter du feu et l'obligation de réaliser un permis d'intervention prévu à l'article 63 dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, ne sont pas affichées.

Au regard de ces éléments, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble des dispositions de la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Signalisation à l'entrée des zones à risque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48

Thème(s) : Risques accidentels, Signalisation à l'entrée des zones à risque

Prescription contrôlée :

" [...] La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones [...]."

Constats :

Dans le cadre du contrôle sur site, l'Inspection a contrôlé les entrées des zones à risque identifiées par l'exploitant, suivantes :

- l'entrée du silo ;
- les entrées de l'entrepôt attenant au silo.

Au cours de ce contrôle, l'Inspection constate que la nature des risques (incendie / explosion de poussière) n'est pas mentionnée à l'entrée de ces deux zones.

Concernant l'affichage des consignes de sécurité aux entrées de ces mêmes zones, il est constaté, au regard des exigences prévues par l'article 59 de l'arrêté susvisé contrôlées au point de contrôle précédent :

- l'absence de la consigne relative à l'interdiction d'apporter une flamme sous une forme

<p>quelconque;</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'absence des consignes relative à l'interdiction de fumer ; • l'absence de la consignes relative à l'obligation d'obtenir un permis de feu pour toute intervention impliquant une flamme ou un point chaud. <p>Au regard de ces éléments, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble des dispositions de la prescription contrôlée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient à l'exploitant de réaliser un affichage exhaustif de la nature exacte du risque et des consignes de sécurité à respecter, à toutes les entrées des zones à risque identifiées sur son plan des zones à risques.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Travaux par point chaud dans les zones à risque

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Travaux par point chaud dans les zones à risque</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>" Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants • l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser [...]"
<p>Constats :</p> <p>Lors du contrôle en salle, l'exploitant a signalé à l'Inspection que préalablement à toute intervention (travaux ou opérations de maintenance) susceptible de générer des points chauds, un permis de feu et un plan de prévention sont systématiquement établis.</p> <p>Afin de répondre aux dispositions de la prescription contrôlée, l'exploitant a présenté à l'Inspection ses 2 derniers permis de feu, datés des 24 et 25 mars 2025.</p> <p>Suite à une analyse conjointe de ces permis, l'Inspection constate que les éléments répondent aux prescriptions de l'article visé.</p> <p>Ces constats n'appellent pas de remarques de la part de l'Inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>